

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

Avril 1967 — 5^{me} Année — N° 42

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.
Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB
Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
C.C.P. 2202-22 Marseille

FUMÉE ÉLECTORALE et crise capitaliste

Les résultats électoraux proclamés, la "gauche" célébra sa demi-victoire et tous les démocrates vantèrent à l'unisson la maturité politique des citoyens, la participation électorale, en effet, avait été importante. Nous ne gaspillerons que peu de place à analyser les "enseignements" de cette dernière foire électorale : nos positions en la matière ont été suffisamment développées dans ce journal.

Certes, il est vrai qu'un troupeau compact de citoyens a défilé dans les bureaux de vote. C'est là la première victoire, et peut-être la plus importante, de la conservation sociale. Attirée par les bateleurs de droite et de gauche, la masse s'est laissée persuader une fois de plus que quelque chose pouvait changer dans son sort quotidien par le jeu de l'arithmétique électorale et parlementaire. L'acharnement de débats complaisamment étalés par tous les moyens publicitaires modernes et l'esquisse d'un bi-partisme bancal distribuant également entre les deux camps principaux en présence les relents de radical-socialisme et le travaillisme "moderne", assaisonné de "technocratie", ont pu jouer quelque rôle. L'essentiel est ailleurs. Sur la base des transformations radicales de l'économie et de la société françaises depuis la fin de la dernière guerre, l'expansion continue malgré l'apparition des premiers signes d'un orage prochain, malgré la sévérité accrue de la concurrence internationale, malgré le fracas des armes en Orient.

Ces "signes" inquiètent sans doute les "citoyens", mais ils espèrent les conjurer, chacun à sa manière, par leurs petits bulletins. Le prolétariat suit, incertain. L'histoire, elle, avance à grands pas. Les blocs impérialistes concurrents, à l'industrie hypertrophiée, luttent sans merci sur le marché mondial et les premières lézardes apparaissent dans les grandes alliances nées de la dernière guerre. Pilier du monde bourgeois, les Etats-Unis s'essaient au Vietnam à la défense de la civilisation et se dotent chez eux de tous les moyens techniques d'une intervention militaire écrasante en n'importe quel point de la planète. L'U.R.S.S.

bourgeoise approuve en sourdine, toute à ses affaires avec les principaux trusts du marché commun qui trouvent sur son territoire — et vive l'émulation! — de larges débouchés ; mais il lui faut tenter aussi d'endiguer l'imposante offensive de la locomotive du marché commun, l'Allemagne de l'Ouest, en direction de ces marchés d'Europe centrale qu'elle avait reçus comme prix du sang pour sa participation, aux côtés de la grande démocratie américaine, à la seconde tuerie impérialiste mondiale. Les pays sous-développés, riches seulement de leur indépendance illusoire, se débattent dans les griffes de l'impérialisme. La Chine est secouée par les terribles convulsions de l'accumulation primitive sur le dos des paysans et des ouvriers, et dans les pires conditions que lui font les compères impérialistes russe et américain.

Toutes ces forces en mouvements contradictoires ne peuvent qu'aboutir à des explosions qui surprendront sans doute nos autruches électorales. Peu im-

porte. C'est la dynamique impitoyable et inéluctable de ces forces qui pourra seule mettre en mouvement le prolétariat et lui faire retrouver les enseignements de ses luttes passées. Il s'agira alors de tout autre chose que de compter des voix ! Et alors seulement, par la lutte de classe du prolétariat quelque chose pourra être changé. Car rien ne change jamais, par quelque miracle électoral.

Et cela, ce n'est pas nous, qui sommes, comme chacun sait, d'aveugles extrémistes, qui le disons. Un incorrigible bavard "de gauche" a, sans doute par inadvertance, laissé échapper quelques vérités dans ce sens : « MM. François Mitterrand ou Mendès-France vont, et ils ont raison, parler de l'incertitude de l'emploi, du retard en matière de logement, de la part injuste des salaires dans la progression du revenu national. Ils savent l'un et l'autre qu'une fois au pouvoir, ils ne feraient pas beaucoup mieux sur ces chapi- »
(Suite en page 2)

Pour qui sonne le glas dans la perfide albion ?

Dans son discours du 24 janvier dernier au Conseil de l'Europe à Strasbourg, le Premier ministre britannique, le socialiste Wilson, a très bien défini le sens de la seconde démarche que le gouvernement anglais entend pour adhérer au Marché Commun. « De même que les cent cinquante dernières années représentent l'ère de l'expansion coloniale, cette ère a maintenant cédé la place à une ère nouvelle, à un concept nouveau. Il ne s'agit pas d'un "repli de l'impérialisme" ni de "décolonisation"... Par la coopération internationale, par nos efforts et nos sacrifices bilatéraux, nous avons étendu l'aide de notre économie et de notre industrie européennes à la satisfaction des besoins du monde en voie de développement... Néanmoins cet effort n'atteindra jamais pleinement son but, qu'il s'agisse du développement économique ou de la paix, tant que nous n'avons pas appris à édifier notre économie commune et notre force politique mutuelle sur la base d'une unité plus réelle. »

A travers le langage cher aux sociaux-démocrates (le camouflage de l'expansion du capital, sous l'aspect d'une « mission civilisatrice ») nous lisons dans cette déclaration l'aveu auquel n'avait pu se résoudre l'illustre conservateur qui sauva

le Royaume-Uni de la "barbarie fasciste". Alors que Churchill avait solennellement affirmé qu'il ne présiderait pas le gouvernement de Sa Majesté pour assister au déclin de l'Empire, son populaire successeur admet franchement que l'Angleterre, seule, ne peut plus tenir le coup, pas plus que, seules, les puissances de l'Europe de l'Ouest qui n'avaient pu, les unes acquiescer de fortes positions coloniales, les autres conserver celles qu'elles avaient conquises.

Contrairement à l'opinion généralement admise selon laquelle la bourgeoisie anglaise serait la plus douée quant au sens de l'"opportunité" la plus rapide à "saisir l'occasion par les cheveux" la plus capable d'adaptation, il semble qu'en 1958 elle ait raté le coche. Il y avait pourtant, eu Suez ! Mais cette bourgeoisie, plus tenace qu'avisée, a attendu les preuves de la lente mais irrémédiable dégradation de la situation économique face à la progression américaine et à l'essor du Marché Commun pour reconsidérer ses positions. Ainsi, d'après le rapport de Norman J. Hart, chef de la délégation britannique au récent Congrès international du Mouvement de la Gauche européenne (Paris, 4-5 février)

(Suite en page 4)

L'ANNÉE 1917

Depuis Staline les dirigeants du Kremlin ont habitué les prolétaires du monde entier à comprendre et à juger la révolution d'Octobre d'après le seul critère de réalisations et des succès de l'Etat russe. Les pouds de céréales, les tonnes d'acier, l'influence diplomatique, l'arsenal des bombes et des sputniks devaient d'abord prouver la bonne marche de la "construction du socialisme". Tout se passe à présent comme si ces victoires "pacifiques" de la Nation russe avaient été le but suprême de la révolution, les vœux enfin exaucés de Lénine et des bolchéviks. En un mot, ceux qui se disent les héritiers du grand mouvement parti de Pétrograd, ne peuvent plus "commémorer" aujourd'hui qu'un 14 juillet patriotique qui mit fin à l'absolutisme des tsars et jeta les fondements de la Russie Moderne. Une telle falsification a son histoire où l'on verra que les prétendus héritiers de la révolution rejoignent les pires ennemis de 1917.

Toute la social-démocratie européenne feignit d'applaudir à la "révolution russe" et d'en ignorer les tendances communistes et internationalistes. "Vous êtes trop au courant

de la liaison qu'il a entre les événements et leurs conditions, insinuaient Marcel Sembat au congrès de Tours, pour ne pas vous apercevoir que Moscou, c'est la résultante de tout un ensemble de conditions spéciales à la Russie". La restauration du marxisme par Lénine, l'appel à la dictature du prolétariat, la création d'une nouvelle Internationale, tout cela n'était pour les socialistes, comme pour les actuels dirigeants du Kremlin, que "conditions spéciales à la Russie" sur la voie magistrale qui devait conduire l'ex-empire des tsars à la prospérité des nations modernes. Le communisme de Lénine, cet accès de fièvre momentané, ne serait que l'écume jacobine d'une grande révolution bourgeoise. Quant aux "lois objectives" du déterminisme économique, elles se chargeraient bien de ramener tôt ou tard la Russie révolutionnaire dans le giron de l'Entente impérialiste, non sans avoir au préalable libéré le moujik et conquis à la civilisation du Capital les terres vierges de la steppe.

Au terme d'une longue dégénérescence pendant laquelle Moscou a jeté dans la guerre impérialiste le prolétariat international et n'a suivi d'autre ligne politique que celle de "l'unité" avec les traîtres de 1914, il est à croire que ces "prévisions" défaitistes de Kautski et des menchéviks l'aient emporté sur l'audace et les perspectives communistes de la Troisième Internationale. La Russie est redevenue "sage". Le torrent qui menaçait de tout emporter est rentré dans son lit. Et les successeurs de Scheidemann, Vandervelde, Blum et Turati peuvent aller constater sur place et déclarer impunément aux prolétaires du monde entier que "l'évolution pacifique" de l'U.R.S.S. leur a donné raison : la révolution antisariste russe ne pouvait être qu'une révolution

bourgeoise. Belle victoire "théorique" d'un socialisme pourri sur un communisme encore plus profondément gangréné ! Belle raison historique qui a dû fonder la prétendue étroitesse nationale de la révolution russe sur les forces coalisées de la contre-révolution mondiale, sur l'écrasement du prolétariat européen et le massacre permanent des peuples coloniaux !

Une deuxième génération de traîtres à la révolution d'Octobre s'attacha à séparer le bon grain de la "révolution russe" et l'ivraie du communisme internationaliste. C'est celle des "amis de l'U.R.S.S." dont la seule amitié littéraire pour la "Patrie du socialisme" fut un brevet suffisant de bon communiste révolutionnaire. Ces communistes que Lénine avait appelés à renverser la domination du Capital se sont mis à chanter avec Staline des hymnes à la gloire des grands travaux et des plans de l'accumulation capitaliste russe. Ces révolutionnaires que l'Internationale avait appelés à briser les fronts patriotiques et l'appareil d'Etat bourgeois de leur propre pays en vinrent à découvrir que "tout homme a deux patries : la sienne et la russe" ! Il est resté de cette basse littérature non pas l'exaltation d'un homme, le "culte de Staline" ; mais l'exaltation d'une cause, celle de la Patrie et du Productivisme. "Il fallait élever ensemble à la conscience d'un ouvrage de titan, a écrit Aragon de cette sombre Génèse de la Russie moderne, les peuples sans alphabet, les vieilles femmes qui, hier encore, priaient à genoux dans la rue devant la vierge d'Iversk, les héritières de la culture russe où se mesurent l'ancien et le nouveau, les pêcheurs de Mourmansk et les ouvriers de la naphte caspienne. le paysan de "La Puissance des Ténèbres" et le marin révolté de la Baltique, le monde des usines uni au nom de Lénine, les faiseurs d'icô-

nes et les joueurs de balalaïka" ("Littératures soviétiques" p. 21). Tel est le bric-à-brac littéraire dans lequel les "amis de l'U.R.S.S." qui se disent encore communistes ont fourvoyé les prolétaires d'Occident en ces décades sanglantes où les "pêcheurs de Mourmansk" et les "ouvriers de la naphte caspienne" moururent de faim et de froid sur les chantiers du national-socialisme russe et où la vieille garde bolchévique se faisait égorger dans les prisons et dans les bagnes !

Aujourd'hui (dernière étape et ultime renouement), la cause de l'Etat russe n'a plus besoin de cette auréole des poètes. Elle ne réclame même plus que le monde lui sacrifie la sympathie active des opprimés. C'est avec un cynisme tout prosaïque que "L'Histoire du parti communiste de l'U.R.S.S." (édition de 1959) proclame dans sa conclusion que le but sacré de Lénine fut de donner au peuple la grandeur, l'indépendance, la paix et du goulash à volonté : "Sous la direction du P.C., toutes entraves furent levées aux forces productives du pays et des progrès inouïs de l'économie, de la technique, de la science et de la culture furent garantis. Le P.C. a conduit le pays dans les plus brefs délais à de grandes victoires historiques, il l'a transformé en une grande puissance socialiste, il a assuré l'épanouissement et la grandeur de la Patrie".

Ainsi, le cinquantenaire de la révolution d'Octobre marquera les retrouvailles de tous ses ennemis. Dans le monde entier la vieille social-démocratie et le communisme dégénéré célèbrent "l'unité" rétablie à travers les orgies de la guerre impérialiste, des campagnes électorales et des prostitutions idéologiques avec tous les serviteurs du capital. En Russie même, la conception petite bourgeoise du

(Suite en page 4)

Réunions de sympathisants et lecteurs

A MARSEILLE

Les premières années de la dictature du prolétariat en Russie (3^e partie)

Le samedi 6 mai, à 20 h. 30

au siège du journal :

7, Cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage)

LECTEURS ET SYMPATHISANTS

SONT CORDIALEMENT INVITES A Y PARTICIPER

PARTI ET SYNDICATS (V)

ITALIE 1919-24

Lorsqu'en janvier 1921, la fraction communiste abstentionniste rompt avec le vieux Parti Socialiste pour constituer le Parti communiste d'Italie, elle possède déjà non seulement une solide base théorique, mais toutes les notions tactiques indispensables à une orientation indispensable.

Dans son aspect le plus général, le conflit qui l'a opposée à l'aile réformiste a mis face à face deux conceptions de l'unité ouvrière : l'une réelle et révolutionnaire, l'autre purement formelle, vide et démagogique. Depuis des années, en Italie comme en bien d'autres pays, le prolétariat était dirigé par une trinité composée du centre du Parti, des chefs syndicaux et du groupe parlementaire. Tandis que la Gauche combattait cette formule trinitaire, les réformistes la justifiaient sous le prétexte qu'elle correspondait parfaitement à trois aspects distincts de la lutte prolétarienne : la lutte politique incarnée dans le parti ; la lutte économique représentée par les syndicats ; enfin la lutte légale, figurée par les parlementaires socialistes. Dans cette conception, l'unité prolétarienne résultait du « pacte d'unité d'action » et de l'« alliance » entre Parti et organisations économiques. Courant marxiste et révolutionnaire, la Gauche repoussait cette fragmentation arbitraire et opportuniste de la lutte de classe dont elle proclamait hautement les buts politiques révolutionnaires. Dirigée contre l'Etat bourgeois, cette lutte ne pouvait admettre d'autre direction que celle du parti politique ; en partageant cette direction avec les chefs syndicaux et les parlementaires, ce dernier ne pouvait que se laisser entraîner dans le labourisme et le démocratisme. La Gauche repoussait donc toute subordination de la « minorité » révolutionnaire organisée dans le parti à la « majorité » de prolétaires et de travailleurs encadrés par les organisations syndicales ; pour elle, l'unité ouvrière ne pouvait résulter du bloc ou de la fusion d'organisations disparates, mais seulement de la constitution d'un faisceau unique de forces révolutionnaires. C'était le parti et lui seul qui pouvait incarner cette unité puisque premièrement il ignorait toute distinction de catégories entre travailleurs et deuxièmement se fondait sur un programme historique intéressant toute la classe et non point sur des intérêts corporatifs limités. Quant au centre maximaliste, tant qu'il s'agit de reprocher à la direction du parti de subordonner ses initiatives politiques au consentement des chefs syndicaux et de défendre la prééminence du Parti, il fut solidaire de la Gauche. Mais quand le moment fut venu de rompre avec l'aile réformiste, il refusa de la suivre. Il vint par là que sa conception de l'« unité » était formelle et vide que celle de la droite du P.S.I. et trahit ainsi son manque de caractère politique.

Tous les textes de la Gauche marxiste, avant comme après la scission de Livourne, prouvent son orthodoxie marxiste et méritent d'être cités aujourd'hui que triomphent à nouveau toutes les déviations qui, en 1921, avaient subi une cuisante défaite. Sur le plan théorique, les **Thèses de la Fraction communiste abstentionniste** (juin 1920) rappellent les positions classiques au marxisme : « Les organisations économiques professionnelles ne peuvent être considérées par les communistes ni comme des organes suffisants pour conduire la lutte révolutionnaire du prolétariat, ni comme des organes fondamentaux de l'économie communiste future... Les communistes considèrent le syndicat comme le champ de premières expériences indispensables permettant aux travailleurs d'accéder à la notion et à la pratique plus élevées de la lutte politique, dont l'organe est le parti de classe... L'organisation en syndicats professionnels sert à neutraliser la concurrence entre ouvriers du même métier et du même coup à freiner la chute des salaires à un niveau très bas ; néanmoins, pas plus qu'elle ne peut éliminer le profit capitaliste, elle n'est capable de réaliser l'union des travailleurs de toutes catégories contre le privilège et le pouvoir bourgeois. D'autre part, le simple passage de la propriété des entreprises des mains du patron aux syndicats ouvriers ne serait pas la réalisation du communisme, qui veut au contraire le transfert de cette propriété à toute la collectivité prolétarienne, parce que c'est le seul moyen d'abolir l'ap-

propriation et la répartition caractérisant l'économie privée ». Sur le plan tactique, les thèses différencient tout aussi nettement la Gauche aussi bien des réformistes que des maximalistes du centre du Parti : « A l'intérieur, le Parti Communiste déploie un intense effort d'étude et de critique étroite et le aux exigences de l'action et à l'expérience historique, s'efforçant de donner à ce travail une base internationale... A l'extérieur, il fait, en toutes circonstances et par tous les moyens possibles, une propagande visant à diffuser son expérience et sa critique et à combattre les écoles et partis adverses. Il exerce cette activité au sein des masses prolétariennes, tout particulièrement lorsqu'elles se mettent en mouvement pour résister aux conditions de vie que le capitalisme leur impose, agissant au sein des organisations que les prolétaires forment pour défendre leurs intérêts immédiats. Les communistes pénètrent donc dans les coopératives prolétariennes, les syndicats, les conseils d'usine où ils constituent des groupes d'ouvriers communistes cherchant à conquérir la majorité et les charges de direction afin que les prolétaires encadrés dans ces organisations apprennent à subordonner leur action aux buts révolutionnaires de la lutte communiste ». De même, deux mois avant la scission de Livourne, la Fraction communiste abstentionniste formule ainsi les tâches syndicales du futur parti dans son « Manifeste aux camarades et aux sections du P.S.I. » : « Organisation de groupes communistes liés à l'organisation politique dans tous les syndicats, ligues professionnelles, coopératives, usines, etc... en vue de la propagande, de la conquête de ces organisations et de la préparation de la révolution. Action dans les organisations économiques pour que la direction en revienne au Parti communiste. Appel aux organisations prolétariennes révolutionnaires n'appartenant pas à la C.G.L. pour qu'elles y rentrent et y soutiennent la lutte des communistes contre les dirigeants réformistes. Dénonciation du pacte d'alliance entre le Parti et la C.G.L., qui s'inspire de la conception social-démocrate de l'égalité des droits entre parti et syndicats ; remplacement de ce pacte par un contrôle effectif des organisations économiques par les communistes... Après l'adhésion de la C.G.L. aux directives communistes, rupture avec le secrétariat jaune d'Amsterdam et adhésion à la section syndicale de l'Internationale communiste, selon les modalités prévues dans les statuts de celle-ci ». Telle était la politique syndicale révolutionnaire qui faisait dire aux réformistes (qu'elle menaçait) que la Gauche voulait « opposer le Parti à la classe », éternel échappatoire des opportunistes. En plus de ces positions fondamentales, il faut évoquer également, pour être complet, celle que la Fraction communiste abstentionniste prit sur la question alors très discutée du **contrôle ouvrier** et qui la distinguait du courant de l'Ordine nuovo qui devint la suivre dans le Parti communiste à Livourne, tout en étant partisan de la participation aux élections : « Les syndicats d'entreprises ou conseil d'usine naissent en tant qu'organes de défense des intérêts des travailleurs des différentes entreprises dès qu'il apparaît possible de limiter l'arbitraire capitaliste dans la gestion de celles-ci. Néanmoins, la conquête d'un droit de contrôle plus ou moins étendu de ces organismes sur la production n'est nullement incompatible avec le système capitaliste et il pourrait même constituer pour lui une ressource en vue de sa conservation... Selon la saine conception communiste, le contrôle ouvrier sur la production ne se réalisera qu'après le renversement du pouvoir bourgeois, en tant que contrôle de tout le prolétariat unifié dans l'Etat soviétique sur la production de chaque entreprise ». De la même façon, la Gauche combat une erreur alors répandue (particulièrement en Allemagne) qui consiste à croire que la victoire révolutionnaire du prolétariat, à ce moment décisif, dépend du sabotage des syndicats réformistes et de leur remplacement par d'autres organismes : « Elever au rang de méthode révolutionnaire la constitution ex novo d'autres organes économiques tels que les syndicats d'industrie, les conseils

d'usine (Ordine nuovo) et les Shop Stewards (Angleterre) et prétendre avoir ainsi résolu la question de l'adhésion du prolétariat au mouvement est un aveu qui rappelle celle des syndicalistes et que Moscou a condamnée en revendiquant la condamnation d'un parti marxiste « fort et centralisé », comme disait Lénine, et en rappelant que, dans sa phase aiguë, la révolution prolétarienne est, plus qu'un processus de transformation économique, une lutte pour le pouvoir qui culmine dans la constitution d'une nouvelle forme d'Etat reposant sur l'existence d'organes politiques de la classe ouvrière, les Conseils, et sur la prépondérance des communistes en leur sein ». Sa critique à cette déviation se resume toute entière dans la claire formule : « Nous ne sommes pas pour le boycottage des syndicats économiques, mais pour leur conquête par les communistes ».

Quelques semaines seulement après la fondation du Parti communiste, en février 1921, celui-ci présentait au Congrès de la Confédération générale du Travail une motion qui, malgré l'influence limitée qu'il exerçait sur les masses travailleuses d'Italie, obtint l'adhésion de cinq cent mille ouvriers syndiqués sur les quelques deux millions et demi d'inscrits que comptait la C.G.L. Cette motion disait :

« Considérant que la seule voie conduisant à l'émancipation des travailleurs du joug du salariat est celle que l'Internationale communiste préconise dans son programme et son action, c'est-à-dire le renversement violent du pouvoir bourgeois et l'instauration de la dictature prolétarienne dans le régime des conseils ouvriers qui réalise la construction de la nouvelle économie communiste ;

« Que l'instrument principal de la lutte prolétarienne pour atteindre ces objectifs est le parti politique de classe, le parti communiste qui, dans chaque pays, constitue une section de la III^e Internationale ;

« Que les syndicats ouvriers poussés à une pratique de collaboration de classe par les dirigeants réformistes et petit-bourgeois peuvent et doivent être des facteurs très importants de l'œuvre révolutionnaire quand ils se seront arrachés à la bureaucratie actuelle et que leur structure, leur fonction et leur orientation se seront modifiées en conséquence ;

« Que la tactique que la Troisième Internationale adopte pour atteindre ces objectifs est et condamne la sortie des minorités révolutionnaires des syndicats dirigés par les réformistes et leur prescrit de travailler et de lutter en leur sein et y propageant les principes communistes, en y faisant la critique incessante de l'œuvre des chefs réformistes en organisant un réseau de groupes communistes dans les entreprises et les syndicats en liaison étroite avec le Parti communiste, afin de permettre à celui-ci de conquérir la direction du mouvement syndical et de l'action de classe du prolétariat ;

« Estime indispensable la création d'une Internationale de syndicats révolutionnaires à côté de l'Internationale de Moscou ; ce but ne peut être atteint que par la sortie des syndicats passés sous l'influence communiste de l'Internationale syndicale jaune d'Amsterdam, organisme qui perpétue les méthodes défaitistes de la Seconde Internationale et permet aux agents dissimulés de la bourgeoisie et de cette « caverne de brigands » (Lénine) que la Société des Nations de conserver leur influence sur les grandes masses prolétariennes ; considère que ces confédérations syndicales nationales et même les minorités communistes organisées dans les syndicats réformistes doivent adhérer à l'Internationale syndicale rouge de Moscou, regroupant tous les syndicats partisans de la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie aux côtés de l'Internationale politique. En conséquence, le Congrès décide que la Confédération générale du travail italienne : a) sorte de l'Internationale syndicale d'Amsterdam ; b) rompt le pacte d'alliance avec le Parti socialiste italien, puisqu'il s'inspire des principes tactiques dépassés de la social-démocratie et que le parti socialiste lui-même n'est pas membre de l'Internationale communiste ; c) adhère inconditionnellement à l'Internationale syndicale

de Moscou et décide de participer au Congrès mondial qu'elle doit tenir incessamment pour y défendre les directives ci-dessus évoquées, c'est-à-dire celles qui sont contenues dans les thèses syndicales approuvées par le Second Congrès mondial de l'Internationale ; d) s'inspire de ces directives dans ses rapports avec le Parti communiste d'Italie, seule section italienne de la Troisième Internationale, en qui il reconnaît l'organisme auquel incombe la direction de l'action de classe du prolétariat italien ».

Son intransigeance révolutionnaire valut au jeune Parti Communiste des positions enviables au sein du prolétariat. La Gauche italienne fut la première à lancer, sur le terrain syndical, le mot d'ordre du « front unique » et à s'appliquer avec succès, même si elle eut à le combattre comme tactique politique préconisée par la direction de Moscou. Mais précisément, ces succès ont dus au fait que le Parti communiste sut se délimiter nettement des autres partis italiens et que, sous la direction de la Gauche, il s'abstint de courir derrière les courants de gauche de prétendus partis ouvriers et, à plus forte raison de conclure avec eux des alliances idéologiques ou d'organisation qui n'auraient fait que compromettre l'existence même du parti de classe. Or, c'est précisément pour cette raison que, dix mois seulement après sa constitution, en novembre 1921, la motion communiste au Conseil National de la C.G.L. à Vérone recueillait vingt-cinq pour

cent des voix, et qu'ainsi soixante mille communistes obtenaient l'adhésion de quatre cent mille prolétaires à leur politique.

Jamais la Gauche (contrairement à ce qu'on lui reprocha) ne mit en doute la nécessité d'une « conquête des masses » dans le sens que le Parti devait évidemment, pour diriger la lutte générale du prolétariat, l'arracher tout d'abord à la néfaste influence des socialistes et des centristes. Par contre, elle ne crut jamais aux miracles et donc à la possibilité de hâter le cours révolutionnaire par des manœuvres politiques. La principale préoccupation fut donc de garder le parti fidèle au marxisme révolutionnaire travaillant au sein des masses dans les limites permises par la situation historique, qu'elle fût de retraite comme de lutte d'avant-garde. Mais tant qu'elle resta à la direction du Parti, c'est-à-dire jusqu'en 1924, la Gauche rechercha infatigablement les occasions d'unifier les rangs de la classe ouvrière pour constituer le front de lutte révolutionnaire le plus étendu possible. Elle obtint un premier résultat remarquable en constituant l'« Alliance du Travail » entre les courants syndicaux communistes, anarchistes, syndicalistes, social-maximalistes et le syndicat des cheminots. C'est grâce à cette Alliance dont le Parti était l'âme que fut préparée la grève générale de 1922, malgré les efforts des autres partis « ouvriers » pour la saboter. Sans doute les organisations fascistes passèrent-elles à l'attaque dès que celle-ci fut terminée ; mais les réformistes et les maximalistes s'étaient discrédités devant les masses du fait même de ce sabotage, ce qui poussa la partie la plus avancée du prolétariat vers le Parti Communiste.

(Suite et fin au prochain numéro)

Fumée électorale

(Suite de la 1^{re} page)

... Ils savent que la grande affaire, l'affaire de salut public dont le reste dépend, est bien l'indépendance, celle de nos industries face à la puissance américaine... Ils savent que cet objectif ne peut être atteint qu'au prix d'un certain nombre de contraintes, de disciplines, de sacrifices, de mutations difficiles et même douloureuses » (J.J. Servan - Schreiber, "L'Express" du 6-12-62).

Certes, ils le savent et ils ne sont pas les seuls. Roland Nory, semblant leader du P.C.F., expliquait-il pas à la télévision à une jeune électricienne qu'elle ne devait point s'étonner si tous les partis avaient le même programme que le P.C.F. et que l'essentiel était de les juger à l'œuvre. Eh bien, jugeons à l'œuvre : que fait le "socialiste" Wilson en Angleterre ? Qu'ont fait les "communistes" à la libération dans le premier gouvernement de Gaulle ? Ils ont sauvé le pays, dira-t-on ! Et c'est vrai : ils ont sauvé la nation française, l'Etat français, l'impérialisme français, l'armée française, la police française... et désarmé les ouvriers, rétabli l'ordre dans les usines, incité les mineurs à battre des records de production, obligé tout le prolétariat à « retrousser les manches ».

Ils ont fait en sorte, et ils feront en sorte demain, que rien ne change, que la société d'exploitation demeure, qu'elle ait l'Etat fort et stable qu'il lui faut. C'est à cela que sert une opposition de gauche au parlement et à rien d'autre.

Elle sert à abreuver le prolétariat d'illusions démocratiques lorsque la "droite" est au pouvoir : voyez les pleurnicheries de tous ces démocrates lorsque de Gaulle parle à la télévision au lieu de jouer à "l'arbitre impartial". Il n'y a pas d'arbitre impartial dans une société de classe et le chef de l'Etat n'est

que le représentant de l'appareil de coercition chargé de maintenir l'ordre capitaliste, de défendre l'ensemble des intérêts de la classe dominante. Et il parle à la télévision ? Quel terrible scandale ! Mais la police, mais l'armée, mais le bourrage de crâne patriotique de l'école, mais les mensonges électoraux de droite ou de gauche, mais l'enrégimentement de la vie sociale, mais le bague de l'usine, — cela non, ce n'est pas un "scandale" !

Et l'heure vient parfois de « prendre ses responsabilités », comme aime à le dire le P.C.F., c'est-à-dire de former un gouvernement de gauche. Pourquoi ? Parce que les difficultés économiques et sociales imposent de prendre des mesures draconiennes et que toute la démagogie antérieure de la gauche la prédestine en quelque sorte à tromper le prolétariat plus aisément que la droite. Encore une fois, voyez Wilson, voyez les "communistes" à la Libération...

De droite ou de gauche, le gouvernement obéit toujours aux impératifs du Capital. Le "style" seul change, et la bourgeoisie a toujours su habilement jouer de l'alternance de méthodes dures, fascistes si l'on veut, et souples, libérales et démocratiques. Les possibilités offertes à la gauche ne vont pas au-delà : elle est et ne peut être que la merle démocratique de l'Etat capitaliste !

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Dépôt légal 28794, déc. 63, Paris
Distribué par les N.M.P.P.

LE CRÉTINISME PARLEMENTAIRE

Nous voici arrivés dans ce numéro au terme d'une étude de première vue un peu longue, mais dont le lecteur assidu pourra vérifier l'utilité : il lui suffira de confronter un tract électoral quelconque de l'actuel P. C. avec les positions de principe adoptées autre-

fois par la IIIe Internationale en matière d'élections et de parlementarisme. Il constatera qu'il n'y a plus rien de commun entre l'utilisation révolutionnaire et de classe du parlement telle que la préconisait Lénine et les bolchevicks et le "respect supersti-

cieux" de l'Etat que professe aujourd'hui le parti de M. Waldeck-Rochet. Mais il constatera aussi que les critiques formulées autrefois par notre parti à l'égard de la tactique du "parlementarisme révolutionnaire" ont été implacablement confirmées par la dégé-

nérescence du mouvement communiste international. La condamnation de l'utilisation ouvrière et communiste du parlement bourgeois est donc inscrite dans les faits et, on le verra, particulièrement dans ceux que nous allons résumer ici dans notre article conclusif.

Du parlementarisme révolutionnaire au parlementarisme tout court

L'OPPORTUNISME QUI MURIT

Dans notre tableau volontairement incomplet du "parlementarisme ouvrier" nous nous sommes délibérément limités à la France : s'il y a bien longtemps que notre chère patrie n'est plus le nombril du monde "civilisé", ce sont pourtant ses organisations ouvrières qui continuent à être tout à la fois le berceau et le modèle de l'opportunistisme et du révisionnisme démocratiques. Tout comme la dégénérescence de la Seconde Internationale avait trouvé en France son terrain d'élection, celle de la troisième devait y rencontrer des conditions historiques et sociales particulièrement propices à la naissance d'un "opportunistisme communiste" que notre parti dénonçait devant les instances supérieures de l'I. C. comme étant à redouter en cas de reflux de la révolution européenne.

Ce reflux se produisit effectivement de 1920 à 1924. En Allemagne eurent lieu alors les batailles décisives qui décidèrent du sort de la révolution communiste en Europe ; du moins le prolétariat y fut-il battu les armes à la main. Au prolétariat français, il incomba par contre comme par une malédiction historique, de traduire cette défaite de la façon la plus humiliante en fournissant un modèle de la capitulation idéologique pour toute l'Internationale. Auparavant, et comme pour donner la mesure exacte de ce qu'on pouvait attendre d'une tactique aventureuse dans un pays à tradition réformiste en pleine phase de repli international, le parti communiste français donna le meilleur de lui-même. Ce ne fut pas le fait du hasard si, durant ces quatre années qui décidèrent du sort du siècle, ce parti accomplit ses "faits d'armes" les plus remarquables sous forme de couages et virulentes interventions parlementaires : même dans ce qu'elle a de plus classiste et de plus révolutionnaire, la tradition du P.C.F. passe encore par le temple sacré de la bourgeoisie ! Sans reproduire ici toutes ces interventions, rappelons seulement les durs réquisitoires des communistes contre l'occupation de la Ruhr et la guerre du Riff à l'occasion desquelles le P.C. sut redonner un élan, fut-il éphémère, à ce que le mouvement ouvrier d'avant 1914 avait en France connu de meilleur : l'antimilitarisme. Cet actif doit être souligné, ne serait-ce que parce que le P.C.F. dans ses orgies patriotiques ultérieures, notamment en 1944, le renia impudemment en déclarant — au défilé la "vraie" ambulance... et du calendrier — qu'il avait été "l'œuvre de traîtres à la solde de Pétain" ! Pourtant les prolétaires de France ne doivent pas ignorer qu'en mai 1925, lorsque leur capitalisme intervint au Maroc contre la révolte du Riff, les députés bourgeois de droite et de gauche, durent subir, apoplectiques, ce langage authentiquement "léniniste" : "... les soldats se rappelleront que dans d'autres circonstances les marins de la Mer Noire ont refusé de tirer sur les ouvriers révolutionnaires de Russie, que les soldats de la Ruhr ont fraternisé avec les Allemands, que les soldats espagnols n'ont pas craint de parler au Riffains. Et ils tendront une main fraternelle à ceux que vous appelez des ennemis..."

Moins brillante que cette utilisation du parlement bourgeois à des fins de propagande communiste, la tactique appliquée dans les rapports avec les socialistes eut des résultats beaucoup plus douteux. La manœuvre qui consistait à leur proposer le front unique dans le but de les démasquer, et que notre parti avait dénoncé encore plus énergiquement que le "parlementarisme révolutionnaire", avait d'autant moins de chances de réussir que les prémisses en faisaient

totale défaut. Pour démontrer la trahison des socialistes à la faveur d'une agitation commune sur des objectifs limités, il fallait évidemment que cette agitation existe et se développe. Or, en 1920, la grande grève des cheminots, ignominieusement trahie par les dirigeants de la C.G.T., avait été suivie d'une répression extraordinaire et la grande vague revendicative d'après-guerre en était sortie brisée. De plus, nombre de militants révolutionnaires avaient été expulsés de l'organisation syndicale par une savante provocation des leaders réformistes et toute l'aile saine de la confédération, en scissionnant et en formant la C.G.T.U., avait commis la lourde faute d'enterrer la division des syndicats. La contre-offensive patronale qui déferlait alors sur toute l'Europe trouvait donc en France un climat particulièrement favorable. Les appels lancés par les jeunes communistes et la C.G.T.U., bien que suivis par la fraction active du prolétariat, ne pouvaient ainsi soulever ce grand mouvement de masse qui conditionnait la réussite de la tactique de front unique préconisée par l'I.C. Par ailleurs, faire du front unique autre chose qu'une tactique électorale s'avérait d'autant plus difficile que les ouvriers eux-mêmes ne la comprenaient que sous cette forme et en réclamaient même l'application. Aux élections de 1924, qui opposèrent le "Bloc national" au "Bloc des Gauches" formé de radicaux et de socialistes, l'électorat ouvrier ne voulut rien entendre des jonctions communistes. Il désirait à tout prix évincer le rassemblement des droites : "Si vous faites passer la réaction, disaient des ouvriers aux communistes durant la campagne électorale, nous ne vous le pardonnerons jamais."

Cette situation, aggravée par la répression qui frappait les communistes et par leur impuissance à dominer dans les syndicats, explique que leurs campagnes antimilitaristes et anticolonialistes n'aient jamais suscité de véritables mouvements de masse. Par contre le front unique limité aux manœuvres parlementaires se révéla être un véritable frein à l'extension de ces mouvements. Ainsi, après un accord de principe entre socialistes et communistes contre la guerre du Riff, la grève générale lancée par la C.G.T.U. sur cet objectif fut systématiquement sabotée par les socialistes et leurs compères de la C.G.T. les laquais du capitalisme interdisaient donc le front unique sur le seul terrain où il pouvait répondre à l'objectif que lui avait assigné l'Internationale. Cet exemple suffit à montrer que, comme l'avait prévu notre parti, le postulat politique de compromis du front unique entraînait en contradiction avec le but recherché de mobilisation ouvrière sur des objectifs limités mais de classe.

L'aspect paradoxal de la tactique de l'I.C. résidait d'ailleurs dans le fait qu'elle confiait le soin de démasquer l'opportunistisme socialiste à un parti qui, lui-même, n'en était pas complètement guéri. Le parti issu de la scission de Tours en 1920 était en effet dirigé, non par des éléments révolutionnaires mais par des droitiers et centristes venus de la S. F. I. O. et que l'Internationale n'avait tolérés que pour aboutir plus rapidement à un parti de masse. La fraction abstentionniste italienne, dans les réserves qu'elle formulait devant l'Internationale, ne faisait aucun mystère des partis qu'elle visait : il s'agissait bien, notamment, du danger électoraliste et opportuniste dans la section française de l'I.C. Cette dernière, effectivement dirigée par d'habiles transfuges du parti socialiste, sabota durant deux bonnes années toutes les directives de l'Internationale. C'est seulement après l'éviction des plus compromis de ses dirigeants, en 1923, que le

P.C.F. commença à se rapprocher des normes organisatives d'un vrai parti communiste. Mais ce fut aussi au prix d'un compromis qui laissait les postes de directions à des éléments centristes incontestés et à peu près au moment où se dessinait, dans toute l'Internationale, une grande manœuvre politique dirigée contre les militants révolutionnaires de toutes les sections. Sous couvert de "bolchevisme" des P.C. toute la gauche de l'I.C. était éliminée tandis que la réorganisation, basée non plus sur la section territoriale mais sur la cellule d'usine, visait en fait à faire entrer dans le parti une masse politiquement non-avertie. Les parlementaires invétérés que le jeune P.C.F. avait hérités du vieux "socialisme français" s'intéressaient enfin aux préoccupations immédiates des ouvriers, mais c'était pour mieux étouffer la "vieille garde" communiste de la première heure. De cette promotion inculte est sortie la génération des "chefs généraux" dont la carrière, par seul effet de la grande faucheuse, approche aujourd'hui de son terme. Par ironie du sort le surgen socialiste mal dégrossi qu'était le P.C. de 1920 n'adopta une discipline

qui noie dans le sang les communes ouvrières de Canton et Changhaï. Entre temps, Staline avait massacré la vieille garde bolchevique et, par sa formule du "socialisme dans la seule Russie" plié la stratégie de toute l'Internationale à la défense des intérêts nationaux russes.

Jusqu'à 1929 tous ces désastres s'accomplissent sous couvert d'un front unique qui n'est que pure alliance avec les socialistes. Mais un tournant radical vient alors montrer que les mêmes catastrophes peuvent aussi bien découler de la tactique diamétralement opposée lorsque la tactique n'est pas l'application scrupuleuse des principes, mais une improvisation fébrile. Délaissant brutalement l'alliance avec la social-démocratie, l'I.C. découvre soudain, en Allemagne, qu'elle est un adversaire plus dangereux que l'hitlérisme naissant et elle la dénonce à l'aide d'un nouveau terme qui laissera son nom à cette période : le "social-fascisme". Sous le prétexte que les syndicats sont aux mains des sociaux-démocrates, le P.C. allemand se désintéresse d'eux, ne se préoccupe que des chômeurs, consacre ainsi la division pratique

des et la répression qu'elles suscitaient, préparaient le classisme "réflexe républicain" qui, une fois déjà, au début du siècle, avait jeté la fraction ouvrière la plus radicale dans les bras d'opportunistes avérés. Cette fois encore, l'agitation de quelques centaines d'émoussés d'extrême droite suffit à provoquer l'embrassade générale entre communistes et socialistes ces derniers acceptant enfin un "front unique" qui n'était plus une manœuvre à intention révolutionnaire mais une loyale collaboration à la défense de la République éternelle.

Nous ne nous étendons pas ici sur l'importance respective des divers facteurs politiques dont l'avènement du Front populaire fut le résultat. Incidence des tournants diplomatiques de l'U.R.S.S., panique des classes moyennes face à la guerre et, cette fois, non pas en faveur d'un "fascisme français" inexistant, mais contre son épouvantail, utilisation des revendications ouvrières pour la victoire électorale des socialistes, radicaux et communistes coalisés, conversion générale des esprits à l'idée d'une guerre préventive contre le fascisme, tous ces aspects ont déjà été longuement développés dans ces colonnes. Ce qu'il conviendra pourtant de souligner c'est l'impudence avec laquelle le P.C.F. en accord avec la politique internationale du Kremlin, procéda à son "grand tournant". Les actuelles "voies nationales et parlementaires du socialisme" que les épigones de feu M. Thorez veulent accréditer comme des adaptations sages, raisonnées, progressives à des conditions prétendument "nouvelles", découlent en réalité directement d'une brutale pirouette politique qui date de 30 ans ! Il était conforme aux antécédents spécifiques du P.C. français que cette volte-face s'accomplît à cette tribune du parlement de laquelle, selon Lénine, devait partir la voix vengeresse des communistes dénonçant le scandale des "libertés" bougeoises, mais qui fut au contraire le théâtre du retournement le plus scandaleux de ces mêmes communistes célébrant les vertus parlementaires de la démocratie capitaliste.

Le fait déterminant de l'année 1965 avait été la signature, en mai, de l'accord militaire d'assistance mutuelle entre la France et la Russie à la suite duquel le P.C. modifia du tout au tout sa position en matière de défense nationale, cette question épineuse dont il avait été si difficile, à la scission de Tours, d'obtenir des transfuges du vieux

(Suite en page 4)

Vient de paraître :

La question parlementaire dans l'Internationale communiste

Cette brochure rassemble les articles, thèses et discours principaux sur cette question émanant de la direction de l'I.C. (au II^e Congrès en particulier) et de notre courant.

Ces textes prouvent avec éclat quelle trahison des buts, des principes et des moyens d'action communistes représente l'actuel "socialisme parlementaire" des "communistes" officiels, tout en faisant ressortir le bien-fondé des positions de notre courant qui dès 1920, proposait aux communistes des pays occidentaux une tactique de boycottage des élections.

La brochure de 60 pages : 4 F.
Commandes à u "Prolétaire"

La préparation de ce numéro spécial hors abonnement de "programme communiste" nous a contraints à supprimer le numéro du premier trimestre de la revue. Le prochain numéro sortira donc début avril ; les abonnés verront leur abonnement prolongé d'un trimestre.

forme proche de celle du communisme qu'au profit de la contre-révolution stalinienne !

Les dix années qui suivent sont celles de la débâcle du mouvement communiste international. C'est au cours de cette période jalonnée par les brutales oscillations de tactique de l'I.C. que se prépare la grande mutation qui consacrera la dégénérescence du parti mondial du prolétariat et, sur le plan qui nous intéresse plus particulièrement ici, fera du parlementarisme "communiste", non plus un moyen mais un fin. Tout d'abord ce sont les désastres du "gouvernement ouvrier" en Bavière, chassé manu militari avec la complicité des "alliés" socialistes ; ensuite le fiasco du "comité syndical anglo-russe" qui, cautionnant les larbins travailleurs du capitalisme anglais, désarma le prolétariat britannique devant leur sabotage de la grève générale ; enfin l'assassinat de la révolution chinoise par l'appui donné par l'Internationale au Kouomintang chinois et à son chef, le tristement célèbre Tchang-Kai-Tchek,

du prolétariat allemand au moment précis où il va subir, de la part des classes petites-bourgeoises haineusement ralliées au fascisme nazi, un assaut colossal, majoritaire, dont la violence des chemises brunes ne sera que le "fer de lance".

En France, au même instant, c'est aussi une période d'imprécactions plus désordonnées qu'efficaces contre les socialistes, d'initiatives forcées en matière de grèves et d'agitations de rue. En 1929, la C.G.U. déclanche une grève générale qui est un échec total : les chefs communistes sont cueillis par la police à leur domicile au petit jour, le P.C. voit fondre ses effectifs. Thorez, rentrant de Russie, constate cette désorganisation, songe probablement à une ligne moins aventureuse mais qui, en définitive, consacrera l'abandon de toute perspective révolutionnaire, la renonciation aux formules de Lénine, le retour au "socialisme français", réformiste et parlementaire, conclusion qui était déjà contenue dans les diverses vicissitudes de cette décennie fatale.

LE "GRAND TOURNANT" DU P.C.

Comme il est de règle dans la politique en zig-zags de l'opportunistisme, à la ligne "gauchiste" de l'I.C. 1929-34 devait succéder un tournant à droite. Il fut cette fois définitif, liquidant l'essentiel du programme communiste, sacrifiant le principe de la dictature du pro-

létariat à celui de la "défense de la démocratie". En Allemagne, la classe ouvrière, désorientée et divisée par la folle tactique du "social-fascisme", fut battue sans livrer combat et Hitler s'empara du pouvoir légalement. En France, le désarroi créé par les grèves-suici-

SOUSCRIPTION PERMANENTE

1967

LISTE N° 3

Soutien Guy 8, Paris 99, Paris 2,55, Gérard 6, Presse 10, Suzanne 70, Robert 30, Réunion Publique Marseille 35, François 40, Christian 40, Julien 2, Victor 2, André 2, Roger 2, Jean 2, Hubert 1, Michel 1, Yves 1, Tony 1, Charles 1, Alfred 5, Arthur 10, Serge 2, Patrick 2, Max 2, Maurice 2, P. S. 2, Marcel 5, Félix 5, Hubert 5, Julien 5, Lucien 1,1, Albert 1, Jules 1, Désiré 1, Claude 1, François 1, Emile 1, Mario 1, André 1, Roger 1, Alain 5, Fred 5, Alexis 2, Luc 2, Pierre 2, Alfred 3, Edouard 2, Toussaint 5, Matthieu 5, Vive la Dictature du Proletariat 10, Léon 2, Michel 12, R. et R. 40, Lucien 20, X... 2,50, Gérard 6, Paul 0,50, Maurice 1, Luc 1, Groupe d'Alger 180.

Francs

Total Liste N° 3 758,00
Total précédent 641,41

Total général 1.399,41

Le crétinisme parlementaire

(Suite de la page 3)

socialisme qu'ils l'acceptent en dénonçant toute union sacrée passée et à venir. Le 15 mars, à la Chambre des députés, la voix de Thorez, encore fidèle au "calendrier ancien style", déclarait : « Ici je veux répondre à l'affirmation produite à cette tribune selon laquelle les travailleurs de France se lèveraient pour résister à une agression hitlérienne. **Nous ne permettrons pas qu'on entraîne la classe ouvrière dans une guerre DITE de défense de la démocratie contre le fascisme** ». Et Thorez rappelait "l'erreur tragique de 1914" qui avait appelé les prolétaires allemands à la guerre contre le féodalisme tsariste et les prolétaires français contre le militarisme allemand. « Je déclare très nettement — ajoutait-il — que les communistes ne laisseront pas se propager un tel mensonge, une telle illusion ». Il allait même jusqu'à brandir la menace contenue dans la fameuse résolution du con-

grès de Stuttgart en 1907 : si vous faites la guerre, nous la transformons en révolution !

Un an plus tard pourtant, Thorez, devant cette même Chambre, devait exalter la "grande patrie de 1789", assimiler les droites aux "émigrés de Coblenz", évoquer même Jeanne d'Arc... Entre temps, Hitler avait occupé la rive gauche du Rhin, l'U.R.S.S. avait choisi son camp en vue de la guerre proche et le P.C.F. était passé de l'internationalisme au chauvinisme le plus échevelé. A partir de ce moment disparut, du langage des députés de ce parti, tout ce qui, de près ou de loin, rappelait les consignes parlementaires des premiers congrès de l'I.C. De même que le "front unique" avait transformé les communistes en sociaux-démocrates, de même le "socialisme national" de Staline en avait fait des "patriotes" et le "parlementarisme révolutionnaire" s'achevait en parlementarisme d'Union sacrée.

UN "PARTI DE GOUVERNEMENT"

La contre-révolution est la meilleure école des révolutionnaires parce qu'elle ne fait jamais les choses à moitié. Le tournant de 1934-36 ne devait pas s'achever sans révéler son véritable contenu réactionnaire, comme si l'histoire, avant d'entraîner le prolétariat dans un nouveau carnage mondial, prenait toutefois le soin de lui laisser entendre à qui et à quel il devait cette seconde défaite du siècle. Echangeant l'agitation sociale contre le battage électoral, le PCF, sans grande difficulté, renoua avec la pratique de la Seconde Internationale, elle-même rompue à l'usage des traités et des promesses grandiloquentes. « Paix, paix et liberté », voilà la formule éculée à laquelle se réduisit, après 1936, le programme dévoyé de la révolution communiste ! En politiciens authentiques, il appartenait désormais aux leaders du P.C. de savoir

eux aussi trahir même ces naïves promesses. Après la victoire du Front populaire, aux ouvriers impatientes de voir se concrétiser les engagements contenus dans le slogan électoral, Thorez répondait : il faut savoir arrêter une grève ! A la tradition pacifiste des masses ouvrières, le P.C. opposait la nécessité des heures supplémentaires pour la défense nationale et le mot d'ordre d'une « France forte ». Aux initiatives grévistes se poursuivant, les nouveaux « patriotes et démocrates » imposaient l'arbitrage obligatoire des conflits sociaux par l'Etat capitaliste. Ce fut là, sous l'euphorie trompeuse des « grandes conquêtes sociales », la signification véritable du mouvement de juin 1936, comme nous l'avons scrupuleusement démontré à l'occasion de son trentième anniversaire. Vérité qui passa alors inaperçue, mais que les épreuves ultérieures de-

vaient confirmer de façon tragique même si, après cela, la leçon, aujourd'hui encore, est loin d'en être tirée. Après avoir contribué à la mobilisation morale et pratique des ouvriers au cours du second conflit mondial, après avoir, sous couvert d'antifascisme, donné des dizaines de milliers de victimes militantes à une victoire militaire qui, on le voit aujourd'hui, a consacré l'hégémonie de l'impérialisme le plus brutal et le triomphe général des méthodes fascistes, le P.C.F., au nom de la « Reconstruction nationale », exigea des ouvriers l'abandon de toutes leurs ressources de résistance journalière à l'exploitation capitaliste, instaurant la division et l'impuissance dans le domaine des luttes immédiates. Il confirma par là ce que, de son propre aveu, il était devenu : non plus un parti révolutionnaire, mais un « parti de gouvernement ».

La critique des pratiques électorales d'un tel parti sort du cadre de cette étude : il s'agissait d'indiquer l'involution historique d'une tactique parlementaire animée d'intentions révolutionnaires, il ne serait plus question que de dresser le bilan de vicissitudes purement réformistes. Alliance avec les socialistes qui n'est que soumission à leur idéologie et à leur programme « rénovation démocratique » qui se présente comme simple « changement de garde » du régime présidentiel ; électoralisme « à l'américaine » qui dissout dans la masse ouvrière toute intelligence de classe et même toute intelligence tout court ; ce sont là des manifestations que nous ne dénonçons que pour hâter une condition essentielle de la reprise prolétarienne de demain : l'évacuation d'un cadavre pestilentiel, celui du **parlementarisme ouvrier** qui était mort et archi-mort à la naissance de la III^e Internationale mais dont celle-ci a tenté une réanimation artificielle catastrophique pour le prolétariat.

Pour qui sonne le glas

(Suite de la première page)

« ...en 1954, sur l'ensemble des exportations du Royaume-Uni, 28 % seulement étaient dirigées vers l'Europe occidentale, tandis que 48 % allaient vers la zone sterling d'outre-mer. En 1965, la part de la zone sterling tombait à 35 % et celle de l'Europe occidentale montait à 38 pour cent, plus de la moitié de celle-ci étant vendue dans les pays du Marché commun ». Il suffit de savoir qu'au 1^{er} juillet 1968, le prix d'une automobile de fabrication anglaise (une des rares industries en expansion outre-manche) introduite dans la C.E.E., sera toujours grevée d'un droit de douane de 25 % — alors que tous droits auront disparu pour les fabrications des six pays membres — pour comprendre l'énorme désavantage dont souffrira l'exportation anglaise.

Notre intention n'est pas ici de faire valoir toutes les raisons qui poussent la Grande-Bretagne à vouloir entrer dans la C.E.E., et en particulier celles qui tiennent au préjudice causé par la politique anglaise à ses partenaires de l'A.E.L.E. et avant tout à l'Autriche (dont la procédure d'association à la C.E.E. est déjà entamée) et aux pays scandinaves dont le Danemark est le plus actif porte-parole. Elle n'est pas non plus d'exposer les difficultés et de supputer les chances de la bourgeoisie anglaise dans cette affaire : il s'agit d'une affaire complexe, les grands groupes du capital financier insulaire et continental s'opposant avec acharnement dans la défense de leurs intérêts respectifs mais étant condamnés à tomber d'accord pour éviter que n'apparaisse en un point quelconque du marché un foyer de crise permanente, un accès dont la purulence risquerait de s'étendre à l'ensemble de l'organisation occidentale, condamnés donc à se mettre d'accord pour répartir, étaler et noyer la crise.

Ce qui nous intéresse dans cette affaire c'est la réalisation d'une prévision célèbre de Marx relative à la perte future par l'Angleterre de son monopole commercial et colonial, et de sa conséquence pour la révolution prolétarienne. Il aura fallu deux guerres mondiales pour que le despote du marché

mondial du XIX^e siècle s'avoue vaincu devant le colosse américain qui réorganise le monde en satellisant d'abord ses anciens dominions, mais aujourd'hui l'Angleterre risque de caquer comme une noix entre le marteau américain et l'enclume européenne. Le capital anglais ne tient que grâce aux traditions de "civisme" dont l'aristocratie ouvrière laboriste a infecté le prolétariat anglais. Cela fait déjà quarante ans que les travaillistes lui imposent une "austérité" permanente destinée à résoudre ce qu'ils nomment "la crise britannique du XX^e siècle" et qui n'est rien d'autre qu'un aspect de la crise permanente du capitalisme mondial. Et ils s'en flattent !

Ainsi Wilson devant l'assemblée de Strasbourg : « En 1965, le déficit de la balance des paiements a été ramené de 800 millions de livres sterling par an à un chiffre inférieur à 320 millions. L'année dernière, en dépit d'un recul momentané dû à une grève dans notre industrie maritime, grève par laquelle le gouvernement ne s'est pas laissé démonter... le déficit a été réduit à nouveau... Nous sommes arrivés à ce résultat parce que notre gouvernement n'a pas eu peur de prendre des mesures impopulaires et que notre population s'est montrée prête à accepter ces mesures. Parce que nous avons accordé la priorité à nos exportations et que nos hommes d'affaires ont accepté cette priorité. Parce que nous avons fait passer les investissements et la modernisation avant la vie facile et que notre population sait que nous avons eu raison de le faire ».

Voilà en quels termes le socialiste Wilson étale devant l'aréopage bourgeois continental de Strasbourg ses mérites évidents de "gérant loyal du capitalisme" ! Ce ton assés cache pourtant une inquiétude certaine, celle qui lui faisait évoquer devant un récent Congrès travailliste le spectre du communisme : « Nous ne trouverons pas la solution de nos problèmes dans le cimetière de Highgate », affirmait-il, essayant ainsi de conjurer le sort sinistre que Marx a prévu pour sa splendide patrie.

C'est pour retarder, avec l'arrivée de la crise que prépare l'actuelle folie superproductiviste mondiale, la reprise de la lutte de classe du prolétariat anglais, que Wilson supplie la bourgeoisie européenne de bien vouloir accepter la fusion des difficultés anglaises dans la masse des siennes propres. Et notre socialiste de lui proposer en échange sa technologie avancée et ses ordinateurs seuls capables, selon lui, de tenir tête à la haute technicité américaine : « Ce qui n'est aujourd'hui qu'un marché de 180 millions d'habitants deviendra alors un marché potentiel de 280 millions, le plus grand qui soit parmi tous les pays fortement industrialisés qu'ils se situent à l'Est ou à l'Ouest. Non seulement des consommateurs, mais aussi des producteurs ! L'adhésion de tous les pays de l'A.E.L.E. ou d'une partie d'entre eux apporterait non seulement un marché plus vaste : elle apporterait aussi le savoir-faire, l'expérience, les connaissances scientifiques et technologiques de millions d'ouvriers et de milliers de spécialistes familiers avec les raffinements les plus subtils de la technologie moderne ». De quel lyrisme n'est capable un valet de la bourgeoisie, lorsqu'il s'agit de vanter, devant une assemblée de négriers, la haute valeur marchande de la force de travail prolétarienne de pays entiers !

Marx disait, il y a un siècle, que l'Angleterre industrielle montrait au reste du monde alors arriéré, l'image de son propre avenir. L'Angleterre d'aujourd'hui en proie aux difficultés montre à l'Europe l'image de son avenir. L'Europe même ouverte à l'Angleterre et aux pays de l'A.E.L.E., et malgré sa relative prospérité actuelle, ne parviendra jamais à la position dominante qui fut celle de la Grande-Bretagne au siècle dernier et qui est aujourd'hui celle des Etats-Unis. Entre l'Europe, même unie, et les Etats-Unis, l'inégalité de développement s'aggrave.

Les problèmes dans lesquels se débat l'Angleterre d'aujourd'hui l'Europe les connaît demain. Et il n'y aura pas de marché plus vaste pour les y noyer.

L'Europe sera le cœur de la révolution mondiale.

L'ANNÉE 1917

(Suite de la première page)

"socialisme dans un seul pays" tombe dans le libéralisme bourgeois le plus vulgaire qui ne s'interroge plus du tout sur le "socialisme", mais se contente de prêcher la nécessité du profit et de la libre entreprise. Une telle régression nous ramène plusieurs décades avant 1917, à l'époque où les libéraux russes cherchaient dans "Le Capital" de Marx la preuve que la Russie devrait fatalement emprunter la même voie historique que l'Occident bourgeois, et où les populistes tentaient d'opposer à cette "fatalité" le vain espoir d'une "voie nationale" qui permettrait à la Russie arriérée d'accéder immédiatement au socialisme. La victoire du capital était-elle inévitable ? Les chances du socialisme étaient-elles si maigres ?

Les libéraux russes du XIX^e siècle lisaient "Le Capital" comme M. Libermann celui-ci y cherche des recettes réformistes, ceux-là croyaient et trouver le programme de l'accumulation capitaliste en Russie et la démonstration de son caractère inéluctable. Voici la réponse que leur fit Marx en 1877 dans une lettre à la revue libérale "Les Annales de la Patrie" : "Quelle application de cette esquisse historique (de l'accumulation primitive) mon critique pouvait-il faire à la Russie ? Seulement la suivante : si la Russie aspire à devenir une nation capitaliste à l'image des nations de l'Europe occidentale (et ces dernières années elle s'est donnée beaucoup de mal dans ce sens), elle ne pourra le faire sans avoir d'abord transformé une bonne partie de ses paysans en prolétaires ; après quoi, prise dans le tourbillon du système capitaliste, elle en subira les lois inexorables, comme les autres nations profanes. Mais cela ne suffit pas à mon critique. Il a le besoin irrésistible de transformer mon esquisse de la genèse du capitalisme d'Europe occidentale en une théorie historico-philosophique sur la marche générale fatalement imposée à tous les peuples, quelles que soient les conditions historiques où ils se trouvent, pour en venir finalement à la forme économique qui assure, avec le plus grand épanouissement des forces sociales productives, le développement le plus complet de l'homme. Mais je lui demande bien pardon : c'est me faire à la fois trop d'honneur et trop de tort".

Telle est la réponse de Marx : livrée à ses propres forces, la nation russe ne pourra que rejoindre les autres "nations profanes" sur la voie du capitalisme. Mais c'était faire "trop d'honneur et trop de tort" à Marx, à Lénine, au communisme révolutionnaire que d'appliquer en leur nom à tous les pays arriérés le schéma "nécessaire" des révolutions nationales bourgeoises, comme l'ont fait les mencheviks russes en 1917 et les staliniens chinois en 1927. Alors, Marx a-t-il donné une recette quelconque pour "construire le socialisme" en Russie ? Pas plus que Lénine ! Et ce ne fut nullement parce que l'histoire n'en avait pas encore posé la question. C'est parce qu'un tel problème était insoluble dans le cadre de la seule Russie. En 1848, Marx envisagea la victoire du socialisme à l'échelle des trois grandes nations de l'Europe : l'Angleterre capitaliste, la France bourgeoise, l'Allemagne encore arriérée. De même en 1882, ce n'est pas dans la propriété collective du sol, reste du communisme primitif des Slaves, que Marx voit le gage du socialisme en Russie, mais dans la conjonction du mouvement révolutionnaire russe et d'une victoire du prolétariat européen : "Si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident de façon que l'une complète l'autre, la propriété commune du sol en Russie pourra servir de point de départ à un développement vers le communisme" (Préface à la 2^e édition russe du "Manifeste").

Entre ces deux formules de Marx sur la "fatalité" du capitalisme et les chances du socialisme en Russie se situe toute l'œuvre des bolchéviks et de l'Internationale Communiste, l'immense effort de propagande, d'organisation et de volonté qui devait faire de l'année 1917 non pas l'An I de la Russie moderne, mais le prologue de la révolution prolétarienne mondiale. Lorsque Lénine s'apprete à rentrer à Pétrograd en mars 1917, il rappelle que ces perspectives interna-

tionales de la révolution russe furent toujours au centre même de la tradition bolchévique. "La Russie est un pays paysan, écrit-il dans sa "Lettre d'adieu aux ouvriers suisses", l'un des pays les plus arriérés d'Europe. Le socialisme ne peut y vaincre tout de suite et spontanément. Mais le caractère paysan du pays peut, sur la base de l'expérience de 1905 et étant donné l'énorme superficie de terres restées aux mains de l'aristocratie foncière, donner une formidable ampleur à la révolution bourgeoise en Russie et faire de notre révolution le prologue de la révolution socialiste mondiale, une étape vers celle-ci. Notre Parti s'est joind dans la lutte pour ces idées, entièrement confirmées par l'expérience de l'année 1905 et du printemps 1917, en combattant sans merci tous les autres partis ; et nous continuerons à lutter pour elles."

Qu'y a-t-il de commun entre ce parti de Lénine et la firme Staline-Khrouchchev - Kossyguine n'affichant plus d'autre raison sociale que "l'épanouissement et la grandeur de la Patrie" ? A quel "ouvrage de titans" Lénine a-t-il lancé les "peuples sans alphabet" et les "marins roivités de la Baltique" ? S'agissait-il de les ensevelir sous les galeries du métro de Moscou ? de les paquer dans une bien-être kolkhozien ? de les abrutir de culture russe ? Lorsque Lénine parle des transformations démocratiques de la vieille Russie c'est pour souligner l'ampleur, l'envergure internationale que cette révolution pouvait et devait prendre dans l'intérêt de la révolution prolétarienne mondiale. C'est dans cette seule perspective qu'il présente en 1917 le projet de nationalisation des terres :

"Par elle-même, une telle transformation ne serait encore nullement socialiste. Mais elle donnerait une impulsion prodigieuse au mouvement ouvrier mondial. Elle affermerait énormément les positions du prolétariat socialiste en Russie et son influence sur les ouvriers agricoles et les paysans pauvres. Elle fournirait au prolétariat des villes la possibilité de développer, en s'appuyant sur cette influence, des organisations révolutionnaires telles que les "Soviets de députés ouvriers" ; de remplacer par ces organisations les anciens instruments d'oppression des Etats bourgeois, l'armée, la police, le corps de fonctionnaire ; d'appliquer, sous la pression de la guerre impérialiste et de ses conséquences, diverses mesures révolutionnaires tendant à contrôler la production, ainsi que la répartition des produits alimentaires.

Le prolétariat russe ne peut pas, avec ses seules forces, achever victorieusement la révolution socialiste. Mais il peut donner à la révolution russe une ampleur qui créera les conditions les meilleures pour la révolution socialiste et la commença en un certain sens. Il peut faciliter l'intervention dans les batailles décisives de son allié principal, le plus fidèle, le plus sûr, le prolétariat socialiste européen et américain". ("Lettre d'adieu aux ouvriers suisses", 26 mars (8 avril) 1917).

Ces textes mille fois cités et mille fois "oubliés" doivent rappeler une chose : c'est que l'œuvre de Lénine n'est pas la Russie moderne, nouvelle grande puissance dans le concert des nations, mais l'Internationale Communiste, espoir éphémère de l'émancipation des opprimés. Espoir qui renaitra avec toute la force de l'internationalisme prolétarien. Car il ne suffit pas, au musée de l'histoire, de ranger la victoire de 1917 dans la vitrine des révolutions bourgeoises ; ni de prétendre que cette vitrine reste largement ouverte à l'ambition des peuples esclaves. En effet, dans cette grande vitrine de la démocratie universelle, où est la place réservée à toutes les nations qui depuis cinquante ans luttent non seulement pour l'étiquette, mais pour la substance de leur propre émancipation ? Où est la place de la Chine ? et celle du Vietnam ? L'histoire de toutes ces nations et de leurs soulèvements héroïques qui n'ont pas eu la même chance que la Russie bolchévique, porte la marque d'une contre-révolution qui est mondiale et qui frappe, avec le prolétariat, les classes opprimées de tous les pays. En faisant entrer les plus grandes nations au musée de l'histoire, l'impérialisme et ses laquais moscovites préparent le moment où l'histoire vivante révolutionnaire redeviendra l'œuvre de la classe qui n'a pas de patrie : le prolétariat.